

Évolutions monétaires à Mayotte au 30 juin 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport]* ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1 % pour 2016 et 3,4 % pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1 % pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union Européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6 %¹ au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3%¹ pour la zone euro pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5 %¹ pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7 % en 2016 et 1,6 % en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2 %¹. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2 % pour 2016, 1,2 % pour 2017 et 1,6 % en 2018.

A l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme* ».

En France, le PIB est en légère baisse (0,1 %)² au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7 %² au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4 % en 2016, 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3 % en août 2016 et en hausse de 0,4 % sur les 12 dernier mois². La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2 % pour 2016, 1,1 % pour 2017 et 1,4 % pour 2018.

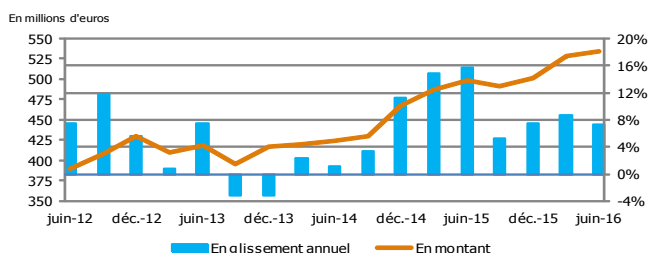
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI SE MAINTIENT AU PREMIER SEMESTRE 2016

Dans une conjoncture incertaine, marquée par une volatilité de l'Indicateur du climat des affaires (ICA), l'activité bancaire reste bien orientée au premier semestre 2016. Par ailleurs, quoique structurellement déficitaire sur la place de Mayotte, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'améliore pour atteindre 88,4 % contre 84,2 % fin 2015.

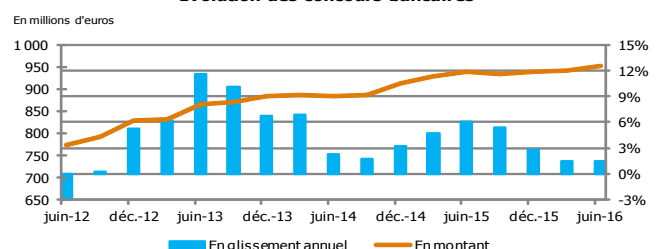
La bonne tenue des crédits accordés aux ménages et des crédits immobiliers des entreprises continue de soutenir **l'encours sain de crédits** alloués à l'économie, qui augmente de 2,0 % sur un an (contre +5,2 % un an auparavant), s'établissant ainsi à 894,0 millions d'euros au 30 juin 2016.

La collecte d'épargne continue d'être vigoureuse et progresse de 7,3 % sur un an (+36,2 millions d'euros), même si son rythme de croissance ralentit (+17,6 % au 30 juin 2015). L'encours des dépôts à vue croît mais dans une moindre mesure (+2,5 % contre +20,7 % en 2015) tandis que celui des placements liquides ou à court terme augmente fortement (+16,0 % contre +2,2 % fin 2015). L'épargne à long terme continue de progresser (+5,3 % contre 8,3 % un an auparavant).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



¹ Source : Eurostat

² Source : INSEE

UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT SOUTENUE PAR LES MÉNAGES

Des crédits aux entreprises qui s'essouffent

L'encours sain des crédits octroyés aux entreprises recule de 3,6 % sur un an, s'établissant à 344,8 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 357,6 millions d'euros en juin 2015³.

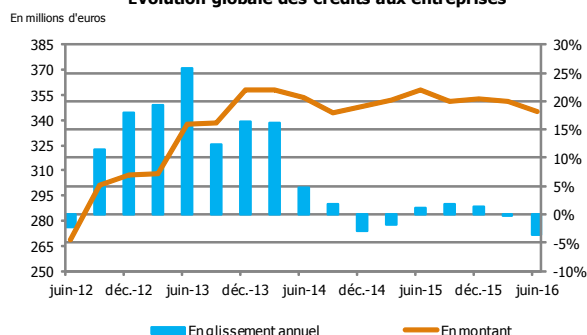
Confirmant la tendance observée fin 2015, les **crédits d'investissement** se contractent de 9,1 % sur un an. En effet, après avoir progressé jusqu'à juin 2015, ces derniers diminuent progressivement, pour atteindre 255,3 millions d'euros au 30 juin 2016.

Après une forte baisse en 2014 (-42,7 %) et 2015 (-24,0 %), les **crédits d'exploitation** repartent à la hausse en 2016 avec une croissance annuelle de 16,6 % au 30 juin. Ils s'élèvent à 23,9 millions d'euros contre 20,5 millions un an auparavant.

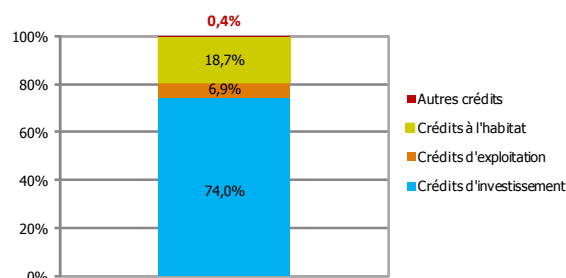
Les **crédits immobiliers consentis aux entreprises** poursuivent leur progression entamée depuis juin 2015. Sur un an, ils se renforcent de 17,7 % (+9,7 millions d'euros) et s'élèvent à 64,4 millions d'euros au 30 juin 2016.

Enfin, les **autres types de crédits** reculent de 25,0 % sur un an. Cette baisse est atténuée par la tendance haussière observée au premier semestre 2016 (+58,9 %). Ils totalisent 1,2 million d'euros d'encours au 30 juin 2016.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



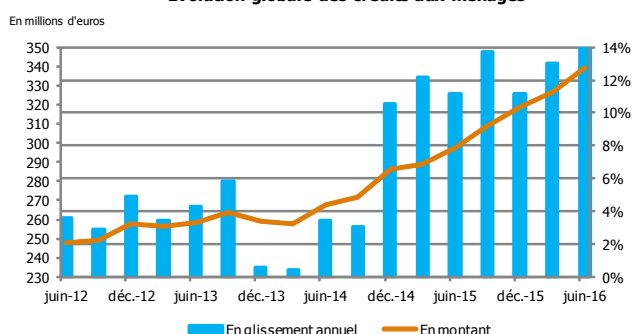
Des crédits aux ménages en constante progression

Constituant un des moteurs de la consommation mahoraise, la croissance des crédits aux ménages s'intensifie sur les douze derniers mois (+14,1 % contre +11,2 % en juin 2015). L'encours sain de crédits accordés aux ménages s'accroît ainsi de 41,8 millions d'euros pour atteindre 339,2 millions d'euros au 30 juin 2016.

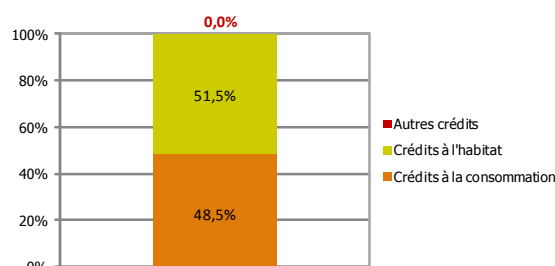
Avec une hausse de 10,4 % sur un an, les **crédits à l'habitat** des ménages restent bien orientés. Il s'élèvent à 174,7 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 158,2 millions un an plus tôt.

Les **crédits à la consommation** des ménages mahorais suivent la tendance observée fin 2015 (+12,4 %) et progressent de 18,3 % sur un an. L'encours des crédits à la consommation, qui s'accélère au premier semestre 2016 (+9,9 %, contre +7,6 % au dernier semestre 2015), atteint 164,5 millions d'euros et constitue 48,5 % des crédits accordés aux ménages.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Recul des crédits accordés aux collectivités locales

Après une relative stabilité entre 2014 et 2015, les **crédits aux collectivités locales** se contractent de 4,6 % sur un an. Ils s'élèvent à 148,5 millions d'euros au 30 juin 2016. Les crédits d'investissement, qui constituent la quasi-totalité de ces encours (97,5 %), diminuent de 4,7 % tandis que les crédits d'exploitation et les comptes ordinaires débiteurs progressent de 2,8 %, mais pour un faible montant d'encours.

³ Suite au changement dans la classification d'un établissement, les montants des crédits à l'habitat, des créances douteuses, de l'encours sain des entreprises mais également l'encours sain total ont subi des modifications sur l'année 2014. Les données présentes dans l'annexe 1 annulent et remplacent celles des précédentes publications.

Repli progressif de la sinistralité

L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) recule de 3,5 millions d'euros sur un an (-5,8 %). En conséquence, le taux de créances douteuses diminue de 1,4 point pour se situer désormais à 4,5 %.

Les provisions s'élèvent à 20,2 millions d'euros et baissent de 7,8 % sur un an (-1,7 million d'euros). Le taux de provisionnement des ECIL recule sur la période passant de 46,4 % à 38,8 %, soit une baisse de 7,6 points.

UNE COLLECTE GLOBALE TOUJOURS VIGOUREUSE

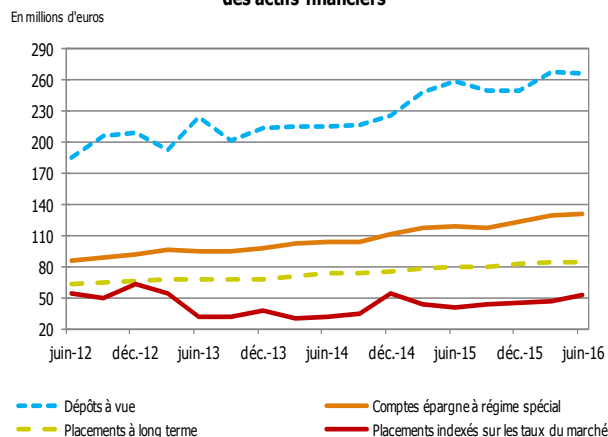
Dans la continuité de l'année 2015, les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** poursuivent leur croissance et augmentent de 6,6 % au premier semestre 2016 et de 7,3 % sur un an. Soutenue par la bonne orientation de la collecte des ménages et des entreprises, l'épargne collectée atteint 534,4 millions d'euros au 30 juin 2016.

Avec 265,9 millions d'euros collectés, l'encours des **dépôts à vue** continue de croître. Sur un an, cette croissance est toutefois plus modérée que durant les périodes précédentes. En effet, après une forte hausse entre juin 2014 et juin 2015 (+20,7 %, soit +44,4 millions d'euros), ces derniers n'augmentent que de 2,5 % entre juin 2015 et juin 2016 (+6,6 millions d'euros). Cette moindre croissance annuelle s'explique entre autres par une baisse de la collecte sur le dernier semestre 2015 (-3,8 %).

Parallèlement, les **placements liquides ou à court terme** affichent une hausse de 16,0 % (+25,5 millions d'euros) après 17,6 % entre juin 2014 et juin 2015. Ils s'élèvent à 184,8 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette croissance est le résultat de la bonne tenue des comptes d'épargne à régime spécial (+10,2 %, soit +12,2 millions d'euros) et des placements indexés sur les taux de marché qui progressent de 33,1 % (+12,3 millions d'euros).

Enfin, l'**épargne à long terme**, qui comptabilise 83,7 millions d'euros d'encours, maintient sa tendance haussière (+5,3 % après +8,3 % en 2015).

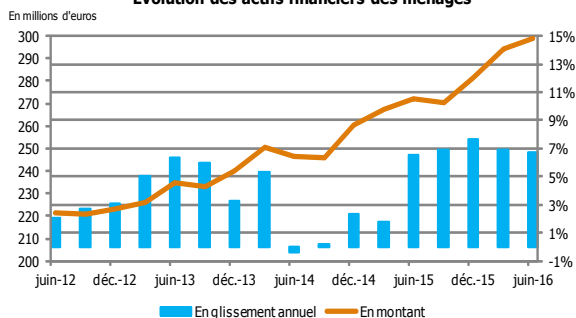
Évolution des principales composantes des actifs financiers



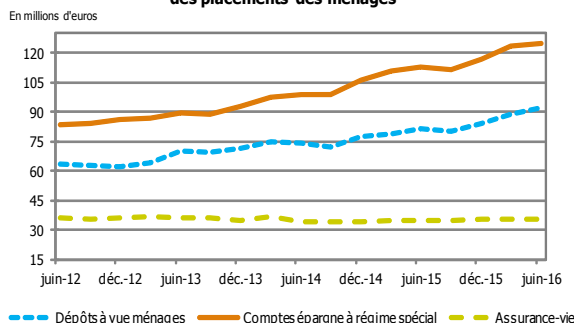
Une épargne des ménages qui reste dynamique

Au 30 juin 2016, l'épargne des ménages se renforce de 26,6 millions d'euros, soit une hausse de 9,8 % sur un an. Cette croissance se répartit entre les différentes catégories d'actifs. En effet, elle s'explique d'une part, par la hausse de 13,3 % des **dépôts à vue** et, d'autre part, par celle des **placements liquides ou à court terme** qui progressent de 9,2 %. Les livrets ordinaires et le Livret A affichent les meilleures performances, respectivement +9,2 % et 15,2 %, tandis que les placements indexés sur les taux de marché se contractent de 19,1 %.

Évolution des actifs financiers des ménages



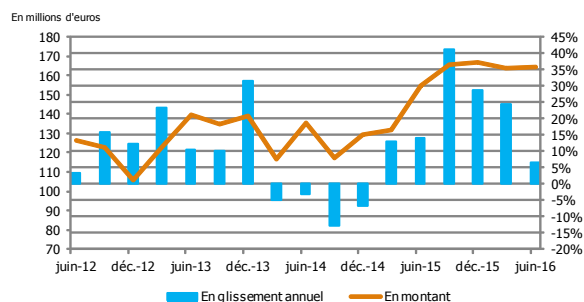
Évolution des principales composantes des placements des ménages



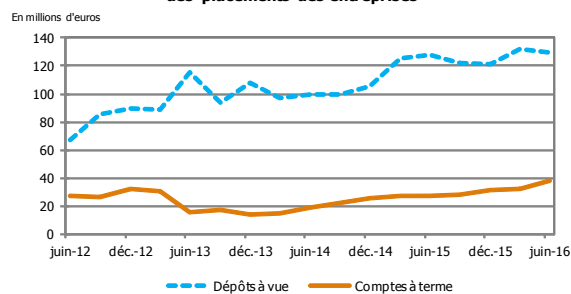
Hausse contenue des placements des entreprises

Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** enregistrent une hausse de 8,5 % contre +28,6 % un an auparavant. Cette croissance ralentie s'explique par la moindre progression des dépôts à vue (+1,3 % contre +28,3 % entre juin 2014 et juin 2015) qui atténue la forte hausse des **placements liquides ou à court terme** (+42,7 %, soit +13,1 millions d'euros). L'évolution des placements indexés sur les taux de marché (+42,7 %) est le principal élément explicatif de ces variations. Enfin, l'**épargne à long terme** des entreprises mahoraises se contracte de 0,7 million d'euros sur un an (-9,1 %) et atteint 7,0 millions d'euros.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Baisse des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** diminuent de 7,4 %, soit 4,4 millions d'euros, et s'établissent à 54,8 millions d'euros au 30 juin. Contrairement aux entreprises et aux ménages, les **dépôts à vue**, qui reculent de -11,8 % (-5,9 millions d'euros), constituent l'élément explicatif de cette baisse. Les **placements liquides ou à court terme** progressent quant à eux de 15,2 % sur la période et totalisent 10,6 millions d'euros d'encours.

MÉTHODOLOGIE

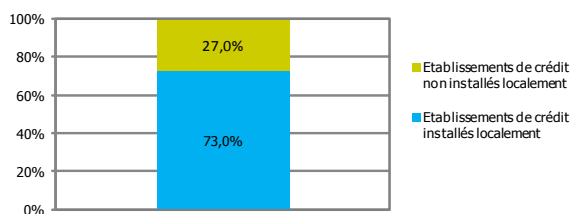
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

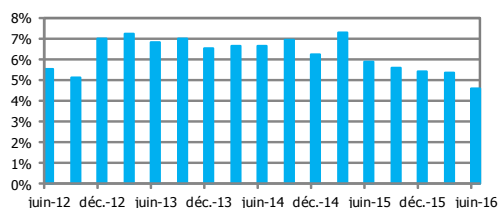
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	34,9	35,3	27,0	20,5	24,4	24,8	24,2	23,9	-3,8%	16,6%
<i>Créances commerciales</i>	3,7	3,1	1,5	1,5	1,6	2,4	2,5	2,1	-11,5%	40,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	25,0	25,3	16,3	13,4	15,9	17,3	16,8	15,8	-8,9%	17,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,1	3,3	4,5	4,3	4,9	4,9	4,5	3,2	-34,2%	-25,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,2	6,9	9,1	5,5	6,8	5,1	4,8	6,0	18,0%	9,1%
<i>Affacturage</i>							0,0			
Crédits d'investissement	174,0	245,4	263,2	280,8	267,5	265,7	261,6	255,3	-3,9%	-9,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	171,8	244,0	262,0	278,6	265,5	263,7	259,7	252,9	-4,1%	-9,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5,4	5,7	7,8	5,2	5,0	5,0	5,0	5,1	2,6%	-1,9%
<i>Crédit-bail</i>	2,2	1,4	1,2	2,2	2,0	2,0	1,9	2,4	17,8%	9,1%
Crédits à l'habitat	47,9	54,5	60,4	54,7	58,2	61,4	63,8	64,4	5,0%	17,7%
Autres crédits	1,6	2,0	2,6	1,6	1,1	0,8	1,2	1,2	58,9%	-25,0%
Encours sain	258,3	337,3	353,3	357,6	351,2	352,7	350,8	344,8	-2,2%	-3,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	114,0	113,9	131,1	139,1	148,4	149,6	155,0	164,5	9,9%	18,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	108,7	109,5	125,9	132,9	141,2	143,0	148,2	157,9	10,4%	18,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,2	3,9	4,9	6,2	7,1	6,6	6,8	6,6	0,4%	6,5%
<i>Crédit-bail</i>	1,2	0,6	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0		-100,0%	-100,0%
Crédits à l'habitat	133,9	144,6	136,4	158,2	160,4	168,7	171,3	174,7	3,5%	10,4%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2		-	-
Encours sain	247,9	258,6	267,5	297,4	309,0	318,4	326,5	339,2	6,5%	14,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	23,3	12,8	3,5	3,6	3,7	3,7	3,8	3,7	-1,1%	2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	15,1	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,2	7,8	3,5	3,6	3,7	3,7	3,8	3,7	-1,1%	2,8%
Crédits d'investissement	154,4	163,3	170,2	151,9	147,7	144,9	143,2	144,7	-0,2%	-4,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	154,4	163,3	170,2	151,9	147,7	144,9	143,2	144,7	-0,2%	-4,7%
Autres crédits	1,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-	-
Encours sain	179,3	176,2	155,0	155,6	151,4	148,7	147,0	148,5	-0,1%	-4,6%
Autres agents										
Encours sain	52,9	41,6	57,7	66,2	63,8	62,5	62,2	61,5	-1,5%	-7,1%
TOTAL										
Encours sain	738,4	813,6	833,4	876,8	875,4	882,4	886,5	894,0	1,3%	2,0%
<i>dont ECNIL</i>	175,9	189,4	196,4	190,0	174,5	177,1	179,4	241,6	36,4%	27,2%
Créances douteuses brutes	36,2	50,9	50,7	61,0	58,3	56,4	55,9	57,5	2,0%	-5,8%
<i>dont ECIL</i>	32,4	45,6	45,1	42,9	41,6	40,3	39,9	31,3	-22,3%	-27,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	19,6	31,4	28,3	39,1	36,5	35,4	35,2	37,4	5,6%	-4,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	13,8	21,8	18,8	29,1	27,3	26,6	26,0	28,0	5,4%	-3,8%
<i>(dt) Ménages</i>	5,9	8,1	9,4	9,8	9,0	8,8	9,1	9,3	5,3%	-5,1%
Provisions	16,6	19,5	22,4	21,9	21,7	21,0	20,7	20,2	-3,7%	-7,8%
<i>dont ECIL</i>	14,3	17,3	20,3	19,9	19,7	19,4	19,2	12,1	-37,7%	-39,2%
Encours brut total	774,7	864,5	884,1	937,8	933,6	938,7	942,4	951,5	1,4%	1,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,7%	5,9%	5,7%	6,5%	6,2%	6,0%	5,9%	6,0%	+0,0 pt	-0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	5,4%	6,8%	6,6%	5,9%	5,6%	5,4%	5,3%	4,5%	-0,9 pt	-1,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	45,8%	38,3%	44,2%	35,9%	37,3%	37,2%	37,1%	35,0%	-2,2 pt	-0,9 pt
<i>dont ECIL</i>	44,2%	38,0%	45,0%	46,4%	47,4%	48,2%	48,1%	38,8%	-9,4 pt	-7,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	105,6	139,0	129,5	166,6	163,7	164,6	176,1	180,7	9,8%	8,5%
Dépôts à vue	67,1	115,1	99,9	128,2	121,7	121,4	132,0	129,9	7,0%	1,3%
Placements liquides ou à court terme	38,4	23,7	23,6	30,7	34,2	35,3	36,1	43,8	24,1%	42,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Placements indexés sur les taux de marché	38,4	23,6	23,6	30,7	34,2	35,3	36,1	43,8	24,1%	42,7%
<i>dont comptes à terme</i>	27,1	15,9	19,2	26,9	28,4	31,6	32,1	37,8	19,6%	40,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	6,7	4,4	4,2	3,8	3,8	3,7	3,9	1,4	-62,2%	-63,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,6	3,3	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	4,6	-	-
Epargne à long terme	0,2	0,2	6,0	7,7	7,8	7,9	7,9	7,0	-11,4%	-9,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	-25,0%	-25,0%
Ménages	221,4	234,7	246,2	272,3	270,4	281,4	294,3	298,9	6,2%	9,8%
Dépôts à vue	63,2	70,4	73,8	81,3	79,8	84,1	88,5	92,1	9,5%	13,3%
Placements liquides ou à court terme	94,7	96,7	105,1	119,3	118,1	123,0	129,3	130,3	5,9%	9,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	83,1	89,4	98,4	112,6	111,4	116,5	123,1	124,9	7,2%	10,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	63,5	64,0	67,9	76,5	75,9	79,5	83,2	83,5	5,0%	9,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	15,0	19,6	23,9	28,2	27,6	28,8	31,3	32,5	12,8%	15,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,3	0,4	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	14,3%	33,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,4	1,0	1,4	2,0	2,1	2,2	2,3	2,5	13,6%	25,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,9	4,5	4,7	5,0	5,0	5,0	5,2	5,3	6,0%	6,0%
Placements indexés sur les taux de marché	11,6	7,4	6,7	6,8	6,7	6,6	6,2	5,5	-16,7%	-19,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	10,5	6,8	6,2	6,3	6,2	6,1	5,8	5,1	-16,4%	-19,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1,1	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	-20,0%	-20,0%
Epargne à long terme	63,5	67,6	67,3	71,7	72,5	74,2	76,5	76,5	3,1%	6,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	20,6	23,7	27,6	31,6	32,5	34,0	35,5	36,4	7,1%	15,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-	-
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,4	0,2	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	-19,7%	0,4%
<i>dont obligations</i>	0,7	0,7	4,3	3,5	3,3	3,2	3,5	3,3	1,6%	-7,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,6	6,6	1,1	1,1	1,0	1,0	1,2	0,9	-10,0%	-18,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	36,1	36,3	33,8	35,0	35,0	35,2	35,7	35,3	0,3%	0,9%
Autres agents	62,6	45,0	48,0	59,2	57,2	55,4	58,4	54,8	-1,1%	-7,4%
Dépôts à vue	55,4	38,1	41,2	49,9	48,8	43,8	46,7	44,0	0,5%	-11,8%
Placements liquides ou à court terme	6,8	6,6	6,7	9,2	8,3	11,5	11,6	10,6	-7,8%	15,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,2	5,4	5,0	6,5	5,7	7,3	7,0	6,4	-12,3%	-1,5%
Placements indexés sur les taux de marché	3,6	1,2	1,7	2,7	2,6	4,2	4,5	4,2	0,0%	55,6%
<i>dont comptes à terme</i>	3,6	1,2	1,7	2,7	2,6	4,1	4,5	4,2	2,4%	55,6%
Epargne à long terme	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	100,0%	100,0%
Total actifs financiers	389,6	418,7	423,7	498,2	491,3	501,4	528,8	534,4	6,6%	7,3%
Dépôts à vue	185,7	223,6	214,9	259,3	250,3	249,4	267,2	265,9	6,6%	2,5%
Placements liquides ou à court terme	139,9	127,0	135,4	159,3	160,6	169,9	177,0	184,8	8,8%	16,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	86,3	94,8	103,4	119,1	117,1	123,8	130,2	131,3	6,1%	10,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	66,2	68,7	71,9	82,1	80,6	85,6	89,2	88,9	3,9%	8,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	15,5	20,3	24,9	29,2	28,6	26,1	32,5	33,5	28,4%	14,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,3	0,4	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	14,3%	33,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,4	1,0	1,4	2,0	2,1	2,2	2,3	2,5	13,6%	25,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,9	4,5	4,7	5,0	5,0	5,0	5,2	5,3	6,0%	6,0%
Placements indexés sur les taux de marché	53,6	32,2	32,0	40,2	43,5	46,0	46,8	53,5	16,3%	33,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	41,2	23,9	27,1	35,9	37,3	41,8	42,5	47,1	12,7%	31,2%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,6	3,3	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	4,6	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	7,8	4,9	4,8	4,3	4,3	4,2	4,3	1,8	-57,1%	-58,1%
Epargne à long terme	64,0	68,0	73,4	79,5	80,4	82,2	84,6	83,7	1,8%	5,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	20,9	23,9	27,7	31,8	32,6	34,1	35,6	36,6	7,3%	15,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-	-
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,6	0,3	0,6	0,9	0,8	0,9	0,7	0,6	-33,3%	-33,3%
<i>dont obligations</i>	0,7	0,7	5,8	5,4	5,4	5,3	5,5	5,2	-1,9%	-3,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,6	6,6	1,5	1,5	1,3	1,4	1,7	1,2	-14,3%	-20,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	36,1	36,3	37,6	39,9	40,0	40,4	40,9	39,7	-1,7%	-0,5%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : R. SATGE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : octobre 2016